



Friends against wind



- Accueil
- Conseils
- Réalités
- Santé
- Collectif de victimes
- Témoignages
- Justice
- Oppositions
- News
- Accidents
- Films
- Livres
- Chansons
- Satires
- Posters
- Friends
- Contact
- Chaîne YouTube
- Je suis NOTME

Dernière mise à jour : 23 janvier 2019

Pour être informé(e) des nouveaux articles : Saisissez votre adresse e-mail Saisissez votre pays

La Tribune

23 janvier 2019

France

Éoliennes géantes : va-t-on défigurer la France pour rien ?

Dans dix ans, au rythme effréné de construction imposé par notre gouvernement et notre Parlement alliés des promoteurs, combien restera-t-il encore de Français hors des grandes villes qui auront encore la chance de ne pas vivre jour et nuit dans une cage d'éoliennes géantes ?



L'éolienne offshore dans le port de Saint-Nazaire.

(Crédits : Reuters)

- J'aime 1
- Partager
- Tweeter
- Partager

Par Bernard Durand

Géochimiste des combustibles fossiles, ex-directeur de la division Géologie-Géochimie de l'IFPEN et ex-directeur de l'ENS de Géologie, membre du collectif Science Technologies Actions (STA).



Bernard Durand

Le choix économique de développer ces installations n'est pas justifié. Pire, comme elles doivent être fortement subventionnées, elles réduisent le pouvoir d'achat des Français.

Partout en France, les éoliennes géantes polluent maintenant nos paysages et notre patrimoine historique. Des pays entiers sont déjà défigurés, comme la Somme ou le Nord-Est de la Charente-Maritime. Rien ne semble pouvoir arrêter ce massacre, malgré le nombre rapidement croissant de citoyens qui se révoltent. Bientôt, ce déferlement, cantonné jusqu'ici à terre, polluera aussi notre littoral et nos îles côtières. Dans dix ans, au rythme effréné de construction imposé par notre gouvernement et notre Parlement alliés des promoteurs, combien restera-t-il encore de Français hors des grandes villes qui auront encore la chance de ne pas vivre jour et nuit dans une cage d'éoliennes géantes ?

Complicité des élus locaux

Tout cela a lieu avec la complicité active ou passive de beaucoup d'élus locaux mais aussi de militants d'organisations se prétendant écologistes, autoproclamés défenseurs du climat. Celles-ci prétendent que l'éolien (et le solaire photovoltaïque), nous sont indispensables pour faire face à l'urgence climatique, mais aussi pour sortir du nucléaire. Nous aurions donc l'ardente obligation de les développer dans notre pays.

Éolien (et solaire photovoltaïque) ne peuvent pourtant rien pour le climat : les émissions de CO2 de notre électricité sont déjà très faibles, les plus faibles de tous les grands pays industrialisés, parce que nous utilisons pour la produire essentiellement du nucléaire et de l'hydroélectricité. Pour répondre à l'urgence climatique, c'est sur l'habitat et les transports, très émetteurs, qu'il aurait fallu faire porter l'effort. Cela n'a pas été fait, car les énormes sommes gaspillées pour l'éolien et le solaire ont tari les financements pour agir dans ces secteurs. Le choix de l'éolien et du solaire n'a donc fait qu'empêcher des actions réellement efficaces pour le climat, et très créatrices d'emploi, contrairement à l'éolien et au solaire. Ceux qui ont fait ce choix ont donc une lourde responsabilité dans ce retard !

Des centrales non pilotables

Éolien (et solaire photovoltaïque) ne permettent pas plus de fermer nos réacteurs nucléaires : leur puissance totale, donc leur nombre, nous est indispensable pour faire face aux périodes sans vent et sans soleil, fréquentes en particulier pendant les soirées d'hiver, quand notre consommation est maximale. Car tant qu'on ne saura pas stocker l'électricité en quantités suffisantes, et cela n'arrivera peut-être jamais, on ne peut pas remplacer des centrales électriques pilotables, c'est-à-dire des centrales obéissant à la volonté humaine, par des centrales qui ne le sont pas, comme les centrales éoliennes et solaires, qui n'obéissent qu'à la météo. Pour sortir du nucléaire, pilotable, on ne peut que le remplacer, à puissance totale égale, par des centrales pilotables à charbon ou à gaz, comme en [l'Allemagne](#). De ce fait, les émissions de CO2 de l'électricité produite par ce pays sont 10 fois les nôtres par kWh produit ! Est-ce cela que veulent pour notre pays nos intransigeants défenseurs du climat ?

Développer l'éolien et le solaire, c'est en fait ajouter à un réseau de centrales pilotables un réseau inutile de centrales non pilotables. Or cela rend l'électricité très chère, puisque :

- Le coût d'investissement en centrales électriques est augmenté : Il faudrait ajouter à notre puissance actuelle de centrales pilotables une puissance encore supérieure d'éolien et de solaire non pilotables pour produire avec ceux-ci seulement 30 % de notre consommation.
- À quantité d'électricité produite égale, éolien et solaire, non pilotables, font diminuer la production des centrales pilotables : Ces dernières conservant les mêmes charges fixes (salaires, coûts de maintenance...), leurs coûts au kWh augmentent.
- Pour faire fonctionner en harmonie les deux réseaux de centrales, il faut développer et renforcer le réseau électrique, ce qui a aussi un coût élevé.

Aussi bas que devienne le coût de production de l'éolien et du solaire photovoltaïque, ils feront donc quand même augmenter le coût de l'électricité, pour les raisons ci-dessus. Et si stockage il y a un jour, son coût s'ajoutera au coût de production.

Éolien et solaire photovoltaïque ne pourront donc jamais se développer sans de copieuses subventions de toutes sortes, comme cela est le cas en Allemagne où le coût de ce développement a été évalué à 525 milliards d'euros entre 2000 et 2025, et pourrait atteindre sur sa lancée 1.000 milliards d'Euros en dépenses cumulées :

Augmentation des taxes

Intégrées au départ en France dans la taxe sur l'électricité appelée Contribution au service public de l'électricité (CSPE), ces subventions figurent maintenant sur le Compte d'affectation spéciale transition énergétique (CASTE) du budget de l'État, alimenté entre autres par une augmentation des taxes sur la consommation de carburants ! En 2018, la somme prévue au titre de l'éolien et du solaire photovoltaïque, y compris le remboursement partiel des sommes restant dues à EDF à ce titre par le gouvernement, est d'environ 7 milliards d'euros. Mais il faut ajouter, hors CASTE, le coût de l'augmentation des taxes dites acheminement et d'utilisation du réseau, dues au renforcement nécessaire du réseau électrique, mais aussi des subventions devenues nécessaires aux centrales pilotables pour éviter qu'elles ne mettent la clef sous la porte. Et aussi ajouter une taxe sur l'électricité de 2,7 centimes d'euros TTC, héritage de la CSPE, qui n'a pas été supprimée. Sans compter les défiscalisations, subventions déguisées et cadeaux de bienvenue accordés aux promoteurs par l'État et les collectivités ! Soit au total environ 20 milliards d'euros par an.

Cela représente 300 euros par Français et par an, soit pour un ménage moyen avec deux enfants une dépense de 1.200 euros, moitié taxes sur l'électricité, moitié taxes sur les carburants et subventions diverses. Mais ceux dont la consommation de carburants est la plus forte, ruraux et habitants des grandes banlieues très dépendants de leur voiture, qui forment les gros bataillons des gilets jaunes, sont bien plus impactés. Et aussi les petits retraités, qui doivent ainsi consacrer à l'énergie une part intolérable de leurs ressources. Le développement voulu par notre gouvernement et notre parlement alliés aux promoteurs conduira au doublement de ces sommes en 2025, et détruira globalement des emplois, parce qu'une grande partie, consacrée à l'achat d'éoliennes et de panneaux solaires à l'étranger, n'en sera pas dépensée en France. Les gilets jaunes ne sont pas près d'être rangés au placard !

L'électricité ne manque pas en France

L'électricité ne manque pas en France, et notre gouvernement souhaite en faire diminuer la consommation : pourquoi alors produire de l'électricité supplémentaire avec de l'éolien et du solaire, qui ne répondent ni à l'électricité supplémentaire ni à la diminution de notre parc nucléaire ? L'éolien détruit aussi l'environnement rural, dégrade la santé des riverains et dévalue leurs biens immobiliers ! Détruire l'environnement pour quelque chose qui ne sert à rien, coûte très cher au consommateur, est antisocial parce qu'il accroît la précarité énergétique en France et détruit globalement l'emploi !

Supprimer toute subvention à ces électricités inutiles, c'est rendre du pouvoir d'achat aux gilets jaunes, ainsi qu'à beaucoup d'autres ! Il faut immédiatement stopper le ruineux éolien en mer, déjà prévu pour 25 milliards d'euros, plus 5 milliards pour la construction de lignes à haute tension !

Élus de tous bords, souhaitez-vous rester dans l'histoire comme ceux qui auront permis, par votre passivité ou votre complicité, de défigurer la France avec des éoliennes géantes ? Demandez d'urgence à notre gouvernement d'arrêter de berner vos électeurs et de leur faire les poches avec l'éolien et le solaire photovoltaïque au seul profit des promoteurs de ces énergies, et au détriment du climat, de l'environnement et des consommateurs, y compris les plus pauvres, dont les gilets jaunes.